

maintenir dans le cadre de la lutte directe, la lutte économique. C'est pourquoi la Charte d'Amiens « reconnaît l'entière liberté pour le syndiqué de participer à toute forme de lutte correspondant à ses opinions philosophiques et politiques et, réciproquement, défend d'introduire ces idées à l'intérieur du Syndicat ».

La séparation ainsi effectuée entre les partis politiques du prolétariat et ses syndicats convient naturellement parfaitement à la bourgeoisie, puisqu'elle disperse les efforts ouvriers. C'est pourquoi le général de Gaulle rappelait à Jouhaux, il y a quelques mois, que le Syndicat n'intervient pas dans la politique. En réalité, toute action des travailleurs est un combat de classe contre le patronat et c'est châtrer le mouvement ouvrier que diviser ce combat en deux actions séparées.

« Les ouvriers ne doivent pas oublier qu'ils ne luttent (syndicalement) que contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, sans guérir le mal. Ils ne devraient donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître, sans cesse, les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères qui les aceablent, engendre, en même temps, les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la reconstruction économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur « un salaire équitable pour une journée de travail équitable », ils devraient inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire « abolition du salariat ». (MARX).

C'est aujourd'hui que la nécessité d'une lutte totale contre la bourgeoisie est la plus évidente. La première guerre impérialiste a fait entrer celle-ci dans une impasse. Les crises et les guerres l'obligent à reprendre tous les avantages que les ouvriers avaient su lui arracher. En provoquant le chômage, elle repose la question de la concurrence entre ouvriers.

Mais un atout dans cette lutte accrue contre l'existence même des travailleurs lui a été fourni par la bureaucratisation des syndicats. L'appareil des syndicats, c'est-à-dire les fonctionnaires permanents et payés, s'est alourdi; ainsi les représentants du prolétariat se sont trouvés mener une autre vie que lui. La bourgeoisie a pu se les attacher en leur procurant postes et honneurs. Jouhaux était déjà, en 1914, membre du Comité directeur du Secours National. C'est pourquoi c'est la direction syndicale qui applique les mots d'ordre de la bourgeoisie : produire — bloquer les salaires — ne pas se mettre en grève. Les syndicats semblent à tel point aujourd'hui être une des institutions de l'Etat bourgeois qu'un rôle leur est dévolu par cet Etat : activer et régler la production (1).

C'est pourquoi le problème s'est posé lors de la naissance de la III^e Internationale, d'effectuer aussi la scission syndicale. La raison la plus importante était les méthodes de terreur des dirigeants syndicaux qui chassaient par tous les moyens les communistes des syndicats. Ainsi se formèrent les « syndicats rouges ». Mais une telle division est funeste au mouvement syndical, qui n'est fort que parce qu'il entraîne la masse des ouvriers, alors que le parti ouvrier est surtout sa direction consciente. Aujourd'hui, la C.G.T. est à nouveau unifiée et c'est dans son sein que combat une minorité révolutionnaire contre la politique bureaucratique. L'époque actuelle donne aux mots d'ordre de cette minorité une force plus grande que les anciens objectifs syndicaux, cette minorité combat pour les contrats collectifs, pour l'ouverture des livres de comptes patronaux et, enfin, pour le contrôle ouvrier sur la production. Par là, elle s'oppose à la « conciliation » bureaucratique :

« Dans la lutte pour le contrôle ouvrier sur la production, il faut combattre violemment toutes les tentatives des classes dominantes et des réformistes, de créer des associations paritaires, des commissions paritaires. Un strict contrôle sur la production doit être réalisé, alors seulement il donnera des résultats déterminés... Tout le verbiage réformiste, à propos de la socialisation pacifique, poursuit ce but unique de détourner les ouvriers des actes révolutionnaires et de la révolution sociale. »

(1) Nous ne posons pas ici le problème du ralliement du P.C.F. à ces mots d'ordre. Il est naturellement motivé par de toutes autres raisons.